

Gilbert Achcar est professeur à l'Ecole des études orientales et africaines (SOAS) de l'Université de Londres après avoir enseigné à l'Université de Paris-8. Il est l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels Les Arabes et la Shoah : la guerre israélo-arabe des récits (Sindbad/Actes Sud, 2009) et [Le peuple veut : une exploration radicale du soulèvement arabe](#) (Sindbad/Actes Sud, 2013).

Entretien réalisé par Félix Boggio Ewanjé-Epée

Dans votre dernier livre, vous donnez une place très importante à la nature du capitalisme dans la région qui s'étend de l'Afrique du Nord au Moyen Orient. Pouvez-vous définir en quelques mots ce que vous entendez par « capitalisme patrimonial et rentier » ? Comment se fait-il que cette forme de capitalisme ait pris racine dans l'ensemble de la région Afrique du Nord / Moyen Orient ?

Je parle d'Etats patrimoniaux et rentiers, et non de « capital patrimonial et rentier ». La région arabe, que j'appelle également « espace arabophone » pour éviter toute confusion avec une description « ethnique », est une concentration unique au monde d'Etats à la fois patrimoniaux et rentiers, ces deux caractéristiques étant ici étroitement liées. Il s'agit bien, dans leur majorité, d'Etats patrimoniaux au sens classique de la catégorie wébérienne, avec une minorité d'Etats néo-patrimoniaux. La différence, c'est que dans le patrimonialisme classique, les familles régnantes (formule qui s'applique aussi bien aux monarchies qu'aux soi-disant républiques dans la région) possèdent littéralement l'Etat et ne se contentent pas de l'exploiter à la manière des pratiques néo-patrimoniales. Les dirigeants patrimoniaux peuvent tous dire « l'Etat, c'est moi » à l'instar de la formule attribuée à Louis XIV.

Il s'agit également d'Etats rentiers, au sens où une partie importante, sinon prédominante, des revenus étatiques provient de rentes diverses - d'abord et avant tout la rente liée aux hydrocarbures, bien entendu, mais aussi d'autres formes de rentes, dont la plupart sont dérivées de la première, tels que les rentes dites « stratégiques » que versent les Etats pétroliers à certains Etats prédateurs dans la région (l'Irak et la Syrie baassistes en constituaient un bon exemple). Les financements occidentaux octroyés à certains régimes, comme ceux que versent les Etats-Unis à l'Egypte et à la Jordanie, relèvent également de cette dernière catégorie.

Ces deux caractéristiques dominantes des Etats de la région - étroitement liées à sa richesse en hydrocarbures, qui apparaît dès lors comme une « malédiction du pétrole » - déterminent un type particulier de capitalisme, ce que j'ai décrit comme étant une modalité régionale particulière du mode de production capitaliste. Le capitalisme régional est de manière fortement prépondérante un capitalisme « politiquement déterminé » (encore un concept que j'emprunte à Weber), c'est-à-dire un capitalisme dont le sort ne dépend pas du marché, mais de ses relations avec le pouvoir étatique. En outre, le caractère despotique des régimes régionaux crée un contexte d'arbitraire et d'imprévisibilité qui est aux antipodes des conditions d'épanouissement d'un capitalisme idéal-typique, agent de développement économique et social.

Si l'on suit votre raisonnement, il semblerait que la synchronisation des processus révolutionnaires arabes soit fortement corrélée à une économie politique commune. Comment expliquer cette corrélation ?

Oui, c'est bien cette économie politique commune, comme vous dites, qui explique l'extension fulgurante du soulèvement, parti de Tunisie, à l'ensemble des pays de l'espace arabophone, de la Mauritanie jusqu'à la Syrie et à l'Irak. Il y a certes un ensemble de facteurs – linguistique, culturel et historique – qui sous-tend le fait que ces pays constituent une entité géopolitique commune. Et certes encore, ces facteurs ont été considérablement renforcés par l'émergence des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Le rôle de la télévision satellitaire dans la création d'un « espace public » arabophone bien plus pluraliste que ce qui existait auparavant dans la plupart des pays de la région a été largement souligné, et il est indéniablement important. De même les réseaux de communication rendus possible par l'Internet, et notamment les réseaux sociaux, ont été de puissants facteurs de synchronisation. Toutefois, les soulèvements ne se transmettent pas par simple contagion en l'absence d'un terrain favorable.

Afin qu'il y ait contagion révolutionnaire, il faut que les conditions de l'embrasement soient réunies. C'est ici qu'intervient cette économie politique commune, cette modalité particulière du mode de production capitaliste qui fait que le développement de la région est bloqué depuis des décennies, même en comparaison des autres ensembles géopolitiques afro-asiatiques. Le blocage de la croissance a produit très naturellement un chômage massif, les Etats arabes détenant le record mondial des taux de chômage, depuis plusieurs décennies également. Ce chômage est aggravé paradoxalement par la richesse relative de la région qui fait que celles et ceux qui sont disposés à se contenter des palliatifs de « l'économie informelle » sont proportionnellement moins nombreux ici que dans les régions comparables. Il s'agit très majoritairement d'un chômage de jeunes, avec une proportion élevée de jeunes diplômé/es. C'est là, dans cette source majeure de frustration de la jeunesse, que réside la médiation la plus directe entre le blocage économique et le soulèvement.

Pour approfondir un peu plus cette question, est-ce que l'on peut tracer un lien entre le capitalisme patrimonial d'une part, et d'autre part les aspects et revendications démocratiques des soulèvements arabes ?

Tout mécontentement qui plonge ses racines dans une condition socio-économique finit par se politiser au contact de la répression étatique, encore plus lorsqu'il se traduit en protestation de masse. C'est ainsi que ce qui a démarré avec des revendications portant sur l'emploi et le revenu a très vite évolué en volonté de renversement des régimes : « le peuple veut renverser le régime » dit le slogan le plus répandu du soulèvement régional, auquel j'ai emprunté le titre de mon ouvrage. La politisation et la radicalisation révolutionnaire sont d'autant plus rapides que le régime est oppressif et que son caractère corrompu saute aux yeux. Le rejet d'un régime perçu à juste titre comme une entreprise de pillage des ressources du pays par une minorité de malfrats débouche sur la revendication démocratique d'autant plus naturellement qu'il n'y a pas de direction « charismatique » capable de s'ériger en prétendant naturel au pouvoir. La chance du soulèvement arabe est l'absence d'équivalents arabes de Khomeiny : c'est toute la différence entre un Morsi et un Khomeiny, comme je l'explique dans l'ouvrage.

Abordons maintenant la variété au sein de la révolution arabe. On sait désormais que la concaténation des aspects que vous avez abordés (crise/échec du néolibéralisme, crise de légitimité au sommet, dynamique révolutionnaire à l'échelle de la région) a donné lieu à des issues très différentes. Comment comprendre que les révolutions en Tunisie et en Égypte aient pu, d'une certaine manière, triompher - en renversant les deux grands chefs d'États et en engageant une refonte constitutionnelle ?

Si les soulèvements en Tunisie et en Égypte ont pu « triompher » si aisément (en termes relatifs, bien sûr) et si rapidement, c'est précisément parce qu'ils n'ont pas été des révolutions accomplies. Ce qui s'est passé dans ces deux pays, c'est le renversement du sommet de l'iceberg - l'autocrate et ses proches - et le remaniement plus ou moins important des institutions politiques, sans que « l'Etat profond », en particulier son noyau dur constitué par les forces armées, ainsi que la structure socio-économique typique du capitalisme spécifique qui dominait dans la région ne soient sérieusement affectés. Ce « scénario » a été rendu possible par le fait que le pouvoir n'était que néo-patrimonial dans les deux pays. Ni Ben Ali, ni Moubarak ne « possédaient » l'Etat à la manière d'un Mohammed VI ou d'un Kadhafi. Ils ont pris le contrôle d'un Etat qui leur préexistait et qui a préservé une certaine autonomie institutionnelle avec un minimum de fonctionnement « légal-bureaucratique ».

Dans les deux pays, en réalité, le départ de l'autocrate a été déterminé par son abandon par les militaires. En Égypte, cela a même pris la forme d'un coup d'Etat des plus classiques : communiqués militaires et prise du pouvoir par une junte, le Conseil suprême des forces armées. Toutefois, en Égypte et bien plus évidemment encore en Tunisie, la fraction de l'Etat qui a cherché à accompagner le mouvement pour mieux l'endiguer et le canaliser a dû céder à la pression d'un mouvement en ébullition permanente. Le processus révolutionnaire régional ne sera pas achevé par une simple refonte constitutionnelle, quelle qu'elle soit. Il ne pourra l'être que par une profonde refonte socio-politique débouchant sur un changement radical de politiques économiques.

Comment caractériser la « transition politique » au Yémen à cet égard ? Peut-on parler du succès d'une révolution politique ? Ou s'agit-il d'une tentative de prévenir la montée en puissance d'une révolution politique et des désordres sociaux qui en découlent ?

Le Yémen a connu une « transition dans l'ordre » selon la formule par laquelle on a exprimé à Washington l'issue considérée comme souhaitable, du point de vue des Etats-Unis, pour ceux des soulèvements régionaux qui affectaient des autocrates jugés remplaçables. Notez que cela ne s'applique pas, par exemple, aux monarques du Conseil de coopération du Golfe, et notamment celui du Bahreïn rejeté par la majorité de sa population. Avec l'appui de Washington, le royaume saoudien a obtenu le désistement (grassement récompensé) du président yéménite en faveur de son vice-président, le président démissionnaire étant resté dans le pays en tant que chef de la majorité parlementaire avec ses proches maintenus à des postes-clés dans l'appareil d'Etat. Ce qui a été imposé aux Yéménites est un avortement de la révolution déguisé en « transition démocratique ». C'est pourquoi rien n'y est réglé : le pays est en ébullition permanente et le mouvement se poursuit, notamment dans le Sud du pays aux structures sociales et aux traditions politiques plus avancées.

La Lybie est un cas très difficile à aborder. Comme vous le notez dans votre livre, l'État libyen a été beaucoup plus profondément affecté, sinon mis en pièces, par le processus révolutionnaire. Pour autant, cette transformation ne correspond pas aux hypothèses stratégiques de la gauche révolutionnaire - grève générale insurrectionnelle, dualité du pouvoir, etc. En outre, la victoire décisive sur Kadhafi a été obtenue grâce à l'aide aérienne et aux services de renseignements des grandes puissances impérialistes. Comment comprendre cette victoire paradoxale du point de vue d'un agenda progressiste ?

De tous les pays affectés par le soulèvement régional, la Libye est, en effet, celui où le processus révolutionnaire est allé le plus loin, et pour cause, dans le démantèlement de l'Etat d'ancien régime. Le fait que la révolution libyenne ait emprunté la voie de la guerre civile n'est pas une question de « choix » des insurgés, mais une conséquence directe du caractère patrimonial de l'Etat libyen avec des troupes d'élite constituées en garde prétorienne de la famille régnante sur une base de tribalisme et de mercenariat. Dans pareil cas, comme en Syrie ou dans les monarchies régionales, il est illusoire d'espérer provoquer le renversement du despote par de simples manifestations. La famille régnante est disposée à exterminer massivement la population et à détruire le pays afin de s'accrocher au pouvoir. Elle ne peut être renversée que par les armes.

Mais qui a dit que la « gauche révolutionnaire » n'a pour « hypothèse stratégique » que la grève générale et le pouvoir des conseils ouvriers ? C'est peut-être vrai de la gauche occidentale, mais certainement pas des mouvements révolutionnaires du tiers-monde dont les hypothèses stratégiques ont plus souvent relevé de la « guerre du peuple » et des « zones libérées » que de la « grève générale insurrectionnelle » et de la dualité du pouvoir sur un même territoire. Même dans le cas de la Révolution russe de 1917, typique de ce dernier cas de figure, la révolution a vite débouché sur une partition du territoire dans le cadre d'une guerre civile. Une révolution qui l'emporte au moyen d'une insurrection populaire armée débouchant sur une guerre civile avec formation de zones libérées qui s'étendent progressivement jusqu'à la victoire finale et au balayage des restes de l'ancien régime, cela n'a rien d'exceptionnel.

Ce qui certes l'est bien plus, à première vue, c'est que l'impérialisme occidental (mais pas l'impérialisme russe, bien entendu) a directement et décisivement contribué à la défaite de Kadhafi. On pourrait, bien sûr, faire observer que les Etats-Unis ont soutenu les communistes chinois dans leur combat contre le Japon et ont ainsi contribué à leur victoire, de même qu'ils ont de fait contribué à la survie de l'URSS et à l'extension de son système à l'Europe centrale et orientale. Mais si l'on y regarde de plus près, on s'apercevra - comme j'ai essayé de le démontrer dans un article publié avant le renversement de Kadhafi - que l'intervention de l'OTAN ne visait pas au renversement du régime libyen. Elle visait en réalité à endiguer l'insurrection libyenne et à la canaliser vers une « transition dans l'ordre » à la Yéménite, avec désistement de Mouammar Kadhafi au profit de son fils Saïf al-Islam, favori des gouvernements occidentaux. En réalité, l'intervention de l'OTAN et de Washington en Libye a été un fiasco sur toute la ligne, malgré les rododromes d'un Sarkozy. La Libye leur a complètement échappé des mains, et il est indéniable que la Libye d'aujourd'hui est beaucoup moins rassurante pour les gouvernements occidentaux que ne l'était le régime de Kadhafi depuis son virage de 2003, fortement applaudi par l'administration Bush.

La Syrie constitue l'une des situations les plus polémiques du point de vue de la gauche internationale. Vous avez pris le parti de soutenir l'hypothèse d'une révolution syrienne « jusqu'au bout » d'une certaine manière, quand d'autres parlent plus volontiers de « guerre civile » et « d'intervention étrangère ». Quel est l'enjeu politique derrière ces conflits de caractérisation ? Comment expliquez-vous l'intense polarisation de la gauche internationale sur la question et comment qualifieriez-vous les positions des gauches arabes ?

Vous me prêtez des propos jusqu'au-boutistes que je n'ai jamais tenus. Je n'ai jamais parlé de révolution « jusqu'au bout ». J'ai été, par ailleurs, un des tout premiers à avoir soutenu, dès les premiers mois en 2011, que la révolution syrienne ne pourra se développer qu'en se transformant en « guerre civile ». La raison en est, comme en Libye, le caractère patrimonial du régime, avec des forces d'élite constituées en garde prétorienne de la famille régnante sur une base tribale et surtout confessionnelle. J'ai par ailleurs mis en garde dès le tout début contre toute illusion quant à une intervention occidentale qui viendrait au secours de la population syrienne. Autant on ne pouvait décemment s'opposer à la demande de protection aérienne formulée par la population de Benghazi au moment où les troupes de Kadhafi étaient aux portes de la ville, menaçant de l'écraser dans le sang, autant on pouvait et on devait combattre toute illusion parmi les révolutionnaires syriens quant à une protection occidentale. Les dirigeants occidentaux savaient pertinemment que, dans le cas syrien, toute tentative de prendre le contrôle de l'insurrection à la manière de l'opération libyenne était extrêmement risquée, sinon vouée à l'échec, ne serait-ce qu'en raison des différences majeures d'ordre géographique et géopolitique entre les deux pays – à plus forte raison, lorsqu'il devint patent que la tentative libyenne elle-même s'est soldée par un échec.

La grande faillite des démocrates et progressistes de l'opposition syrienne, c'est qu'ils n'ont pas saisi d'emblée l'inévitabilité de la guerre civile, pourtant évidente à mon sens, et ne se sont pas constitués en pôle indépendant, engagé en tant que tel dans la résistance armée au régime tout en menant un combat idéologique contre les forces islamiques réactionnaires qui ont tenté d'accaparer cette résistance. C'est ainsi que la révolution syrienne s'est retrouvée prise entre deux contre-révolutions : celle que représente le régime, soutenu par Moscou ainsi que par l'Iran et ses alliés régionaux, dont le Hezbollah libanais, et celle que constituent les factions islamiques intégristes financées par les monarchies pétrolières arabes.

La polarisation de la gauche internationale sur la Syrie, comme hier sur la Libye, est déterminée par une différence de valeurs : il y a, d'une part, celles et ceux pour qui l'engagement à gauche est fondamentalement motivé par la défense du droit des peuples à l'autodétermination dans une perspective démocratique radicale, et, d'autre part, celles et ceux pour qui l'engagement à gauche est prioritairement déterminé par un anti-impérialisme (occidental) primaire, dont la devise est « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». Poutine, Khamenei, Kadhafi ou Assad se voient parés par ces derniers des vertus de « l'anti-impérialisme », même s'il s'agit de gouvernements abominables selon les critères les plus élémentaires de la démocratie et de l'égalité sociale.

La victoire électorale de forces dites de « l'islam politique » en Tunisie et en Égypte a été suivie par d'intenses polarisations entre forces attachées au sécularisme et les forces qui ont soutenu les partis islamistes. Il faut en même temps reconnaître que ni Ennahda ni les Frères musulmans n'ont, au cours de

leurs mandats, transformé de façon significative les structures qui ont conduit aux soulèvements. Comment caractériser cette concaténation entre le mécontentement social et la polarisation « confessionnelle » ? N'y a-t-il pas un certain paradoxe à ce que la mobilisation gigantesque de l'été 2013 en Égypte ait eu pour conséquence ce qui semble être une reprise en main directe du pouvoir par l'armée et les forces apparentées à « l'ancien régime » ?

D'abord, il faut bien distinguer les catégories : une polarisation « confessionnelle » est celle qui oppose des groupements appartenant à deux ou plusieurs communautés confessionnelles, comme c'est en partie le cas en Syrie, en Irak et au Liban. Les Frères musulmans égyptiens s'inscrivent en partie dans une orientation « confessionnelle » en exploitant la haine de certains milieux musulmans rétrogrades contre les chrétiens coptes. Mais la polarisation à laquelle vous faites référence, qui est censé opposer les Frères musulmans et Ennahda aux forces dites « laïques », est plus compliquée qu'il n'y paraît à première vue. Dans le cas égyptien, les salafistes, qui ne le cèdent en rien aux Frères musulmans sur le terrain de l'intégrisme, s'ils ne sont pas plus intégristes qu'eux, se sont ralliés à l'armée. Ils pèsent sur le processus de rédaction d'une nouvelle constitution mis en place par les militaires. En Tunisie, il est vrai, le clivage est plus net entre forces à référent religieux et « laïques ».

Mais dans un cas comme dans l'autre, ce qui a retourné contre les Frères musulmans et Ennahda les majorités populaires, ce n'est pas, principalement, le rejet de l'intégrisme, mais bien plutôt la faillite des deux gouvernements dans la résolution de la crise socio-économique. Le gouvernement Morsi comme celui d'Ennahda se sont tous deux comportés en champions des recettes néolibérales, autant sinon plus que les anciens régimes. Ils ont présidé à une détérioration des conditions sociales, avec augmentation du coût de la vie et aggravation du chômage, qui leur a aliéné les populations bien plus efficacement que les questions culturelles ou constitutionnelles, même si celles-ci ont été déterminantes pour une minorité.

Si ces forces à référent religieux ont pu remporter les premières élections libres dans les deux pays, c'est parce qu'elles disposaient et disposent toujours de moyens beaucoup plus importants que les autres courants de l'opposition aux anciens régimes. Le régime Moubarak a laissé les Frères musulmans égyptiens bâtir une machine organisationnelle gigantesque, dans la continuité du calcul d'un Sadate qui les avait libérés de prison afin qu'ils constituent un contrepoids aux oppositions libérale et de gauche. Ennahda a bénéficié du même traitement de faveur jusqu'à sa répression au début des années 1990. Bien que durement réprimé depuis lors, le mouvement est parvenu à maintenir un réseau organisationnel clandestin, avec le privilège d'apparaître comme l'opposition la plus radicale au régime Ben Ali. Les deux mouvements ont bénéficié, en outre, de l'appui télévisuel d'Al-Jazeera depuis sa création dans les années 1990 ainsi que d'un financement massif par le propriétaire de la chaîne, l'émir du Qatar. Ils étaient ainsi en position très privilégiée pour remporter les premières élections face à la faiblesse et à la division des autres forces d'opposition, d'autant plus qu'ils se sont ralliés au soulèvement quelques jours après son début dans les deux pays.

Pour les renverser, les oppositions, libérale et de gauche, en Égypte n'avaient pas de moyens organisationnels propres. Quelle qu'ait pu être l'ampleur de la manifestation du 30 juin, une manifestation ne suffit pas en soi à renverser un régime. Ils s'en sont remis à l'armée, en nourrissant des illusions sur l'abnégation de celle-ci au « service » du peuple. Mais ce n'est pas la première fois que cela se produit. J'ai rappelé qu'il y a déjà eu un coup d'Etat en Égypte, encore plus direct dans ses formes que celui du 3 juillet 2013 : le 11

février 2011, en effet, les militaires ont récupéré et confisqué le mouvement populaire et se sont installés directement au pouvoir. Le 3 juillet 2013, la récupération et la confiscation du mouvement populaire ont débouché sur un pouvoir de coalition entre les forces impliquées dans la protestation et les militaires. Cette entente ne saurait durer, comme elle n'a pas duré en 2011 et comme ne durera pas l'entente conjoncturelle nouée en Tunisie entre, d'une part, la gauche et le mouvement ouvrier, et d'autre part, la coalition des libéraux et des hommes de l'ancien régime, soutenus par le syndicat patronal.

Pour conclure cet entretien, votre approche générale rappelle à bien des égards l'originalité de la figure de Léon Trotsky parmi les marxistes « classiques », pour son attention soutenue vis-à-vis des processus à grande échelle, l'économie politique internationale et la manière dont les contradictions de chaque formation sociale est reliée aux évolutions et aux tournants de l'économie mondiale. En même temps, votre analyse évoque aussi les hypothèses stratégiques anciennes de la « révolution arabe ». Quelle est l'actualité de la révolution arabe dans la « grande récession » qui devrait continuer à frapper l'économie mondiale dans les prochaines années ?

Mon modèle d'inspiration méthodologique n'est pas Trotsky, mais Marx – comme pour Trotsky lui-même d'ailleurs, et pour les marxistes en général. Si par « hypothèses stratégiques anciennes » de la « révolution arabe », vous entendez l'idée d'une révolution régionale dirigée par un mouvement panarabe comme ont pu l'être jadis le Baas ou les nassériens, je ne pense pas qu'il y ait quoi que ce soit dans mon analyse qui évoque cette vision tout à fait obsolète. J'ai souligné, bien au contraire, l'originalité du processus en cours caractérisé par le caractère horizontal de ses réseaux d'organisation et la nature pluraliste des mouvements et coalitions qui l'animent. On peut parler de « révolution arabe » au sens régional de l'ensemble géopolitique constitué par les pays membres de la Ligue des Etats arabes, comme on parlerait de révolution « européenne » ou « africaine ». Mais la conception bismarckienne d'une unification nationale arabe à la manière de l'unification allemande conduite par la Prusse de même que la conception marxienne (du Marx de 1848) d'une unification allemande conduite par un parti prolétarien ne sont plus d'actualité pour l'espace arabophone. Son unification ne saurait être envisagée à présent que comme processus démocratique à la manière de l'intégration européenne – mais sans l'accompagnement néolibéral de cette dernière, bien entendu.

Le processus révolutionnaire de longue durée qui s'est enclenché dans l'espace arabophone en 2011 répond à la crise spécifique que j'ai déjà évoquée. Il n'empêche qu'il se conjugue avec la « grande récession » qui frappe l'économie mondiale depuis 2007. Celle-ci a exacerbé les tensions socio-économiques dans les pays arabes. En retour, le soulèvement arabe a catalysé les résistances dans les autres pays en leur fournissant une inspiration et un modèle d'action. Cela dit, personne ne saurait soutenir, arguments sérieux à l'appui, que la « grande récession » est la crise terminale du capitalisme mondial. Rien ne permet d'émettre pareil verdict, pour le moment du moins. Par contre, je peux affirmer catégoriquement que le processus révolutionnaire enclenché en 2011 est la crise terminale de l'ordre socio-politique qui a dominé la région arabe depuis des décennies. Cela ne veut pas dire que ce processus trouvera nécessairement une issue positive progressiste. Cela veut plutôt dire que la région est placée devant l'alternative : changement progressiste radical ou effondrement dans la barbarie. L'issue dépendra en définitive de la capacité des forces progressistes, du mouvement ouvrier et des mouvements de jeunes à concevoir et mettre en pratique une stratégie lucide de conquête de l'hégémonie.

<https://www.contretemps.eu> **La région arabophone, entre changement progressiste et barbarie. Entretien avec Gilbert Achcar** **redaction**
Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.